

# **Agir Ensemble pour une autre Université de Strasbourg**

## **Elections partielles du 6 mai 2010 au Conseil scientifique**

**Collège B : personnels habilités à diriger des recherches du Secteur  
Lettres, Sciences Humaines et Sociales**

### ***Profession de foi des syndicats Agir Ensemble***

L'élection partielle du 6 mai prochain doit être l'occasion d'adresser un signal fort à l'actuelle équipe de direction. Elle intervient un an et demi après l'installation de l'Université unique, qui occasionne encore de nombreux dysfonctionnements, dont se ressentent les conditions de travail des personnels, et qui peine encore à définir une stratégie lisible, assurant le rayonnement de la nouvelle Université de Strasbourg

L'Université recrute les enseignants et enseignants-chercheurs et joue un rôle majeur dans leur promotion notamment par l'adoption des critères d'attribution de la PES. L'Université décide aussi de l'affectation des crédits aux équipes et laboratoires de recherche: ce dossier est géré par le CS qui gère aussi plusieurs appels d'offre: fonds de réserve (projet de recherche individuels), préciput ANR (équipements de laboratoires), colloques et séminaires scientifiques, et enfin post docs. Il prépare la politique scientifique et de recherche de l'établissement, et donc le futur plan quadriennal

**Voici les propositions de l'intersyndicale "Agir ensemble pour une université démocratique" et de son candidat Nicolas Bourguinat pour cette élection partielle:**

#### **A. Recrutement et carrières des personnels**

- Le CS doit être investi d'une authentique responsabilité de validation de la composition des comités de sélection. Il doit y avoir clarification du rôle des comités d'experts (élus par section du CNU en janvier 2010 à l'UdS) dans la formation de ces comités de sélection, par rapport à celui que s'arrogent actuellement les directeurs de composantes
- Il est nécessaire de rétablir une commission des emplois (avec représentants des conseils) et de procéder à la démocratisation des collégiums (représentants élus des C/EC/E) pour l'attribution des emplois
- PES: La distribution des PES ne doit en aucun cas être le seul volet de la revalorisation des carrières et des traitements à l'UDS. Nous sommes opposés sur leur attribution **automatique** à certaines catégories de personnels (IUF, Chaires d'excellence, etc ...). Nous réclamons une revalorisation générale des carrières, et dans un premier temps une prime de recherche augmentée de 16% pour tous.

#### **B. Financement**

- Nos équipes et nos laboratoires ont été "validés" par des instances extérieures et par le CS et le CA de l'Université. Il faut leur donner les moyens de vivre et d'être actifs. Le financement récurrent doit être réévalué à la hausse.
- Après plus d'un an de fonctionnement un bilan doit être fait. L'équilibre du financement entre les grandes disciplines est-il-correct? L'argent va-t-il à l'argent ou bien au contraire permet-il de soutenir des équipes sous-dotées, jeunes, porteuses de projets originaux? Les collégiums jouent un rôle majeur dans l'instruction des dossiers d'appel d'offre : comment fonctionnent-ils, en particulier ceux du secteur SHS, où l'on peut se demander si leur périmètre recoupe les synergies réelles entre les équipes? Alors que leur dialogue est naturel, Lettres et Sciences Historiques sont ainsi affectées à deux collégiums distincts, et le Collégium SHS apparaît comme un étrange patchwork, rapprochant la théologie des STAPS et de la sociologie...

#### **C. Réflexion stratégique**

- Bientôt, nous arriverons à la mise en chantier du prochain quadriennal (le projet devant être achevé fin 2011 pour évaluation par AERES et démarrage au 1er Janvier 2013). Dès cette année l'UdS devra répondre à l'appel d'offre "grand emprunt" susceptible de générer 35 à 40 millions d'euros par

an. Or le 20 janvier, le vice-président Eric Westhof annonçait que dans ce cadre, on pourrait être amené à restructurer le champ des SHS à Strasbourg.

Pour nous, rien ne doit être imposé en cette matière sur des logiques de managérialisme ou d'économie d'échelle, et cela ne doit en aucun cas servir de prétexte à une "rationalisation" précipitée du réseau actuel des EA. Les rapprochements d'équipes d'historiens et de juristes ou de politologues ne doivent pas, par exemple, être imposées au détriment des collaborations réelles.

- Au même moment, la situation des SHS au CNRS ne laisse pas d'inquiéter. La plus grande autonomie des 10 Instituts laisse présager une mort programmée du CNRS en tant que tel. Dans ce cadre, la faiblesse stratégique de l'Institut SHS du CNRS pourrait avoir de graves conséquences, surtout si il s'y ajoutait une tentative d'"abandon" à l'Université des Unités de recherche en SHS, qui seraient toutes basculées en DGG Université. La simple baisse de moyens CNRS affaiblirait de façon majeure les moyens des SHS à Strasbourg (équipements et missions archéologiques lourdes, MISHA, etc ...).

Mettre en cause la pérennité d'équipes d'accueil ou d'UMR conduirait d'autre part automatiquement à restructurer l'offre de masters existant en SHS, puisque ceux-ci sont portés par ces équipes. La création de masters dirigeant vers les métiers de l'enseignement, fruit d'une réforme qui a été et est toujours contestée, à Strasbourg comme ailleurs, est déjà en elle-même une menace suffisamment grave pour le recrutement de ces masters recherche.

- UMR et équipes d'accueil doivent donc résister ensemble et s'opposer fermement à toute tentative de restructuration appauvrissante. Le rôle que les collegiums pourraient être amenés à jouer dans une restructuration assumée et construite par tous doit être entièrement redéfini, à l'aune de la démocratie. **En tout état de cause, Strasbourg doit rester une grande université et un grand pôle régional en lettres et sciences humaines, dans la fidélité à sa tradition humaniste.**

#### **D. Politique documentaire :**

- Le CS est actuellement dépossédé de la politique documentaire (Conseil de la Doc et comité de pilotage évoqués en CA et non discutés au CS). A l'heure où l'on parle d'une restructuration des sites de bibliothèques et de l'extension des plages d'ouverture en soirée (supposées, entre autres, "répondre" à la fermeture de la BNUS pour des travaux de près de 4 ans), il semble donc que l'importance de la documentation pour la recherche soit négligée.

- Le prochain "rattachement" de la BNUS à l'UDS ne doit pas être une occasion manquée : pour que fonctionne une vraie synergie, l'autonomie financière et administrative de la BNUS doit notamment être respectée, et la rédaction des futures "conventions de rattachement" doit faire l'objet, sur ce plan, d'une attention toute spéciale.

- D'autre part, l'actuelle "refondation" des presses universitaires doit s'opérer dans les conditions d'une authentique transparence. Le projet de l'équipe dirigeante n'a jamais été clairement précisé, ni les avantages qu'il présenterait par rapport aux anciennes PUS. Le rôle du CS par rapport aux nouvelles structures qui seront mises en place devra être défini et faire l'objet de garanties.

**Avec les autres élus "Agir ensemble", Nicolas Bourguinat portera nos propositions au CS sur ces questions.**